



**Bernadette Groison**  
**Secrétaire Générale**  
BG/NO/19.20/027

**Palais de l'Élysée**  
**Monsieur Emmanuel Macron**  
**Président de la République**  
55 rue du faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Les Lilas le 8 novembre 2019

Monsieur le Président de la République,

Le projet de réforme des retraites porté par votre gouvernement provoque de vives inquiétudes.

La FSU a avancé nombre de propositions, mais force est de constater qu'à ce jour, les désaccords sont importants.

Votre projet de réforme signifie pour l'ensemble des salarié-e-s l'abandon de l'objectif d'un taux de remplacement défini et sécurisé. Ce projet se traduira pour beaucoup par une baisse conséquente du niveau des retraites et des pensions, et pour certain-e-s, par une paupérisation inacceptable.

Ce projet est, par exemple, très défavorable aux agent-e-s de la Fonction publique particulièrement en raison de la fin du calcul des pensions sur le traitement des six derniers mois. En effet, dans la Fonction publique, la structuration des déroulements de carrière implique que ce sont les derniers mois de traitement qui sont les meilleurs. Ainsi, calculer la pension sur l'ensemble de la carrière aura pour conséquence une baisse mécanique du niveau des pensions. Et ce n'est pas l'intégration des primes, qui sont très inégales dans la Fonction publique, qui compensera cette baisse.

Vous le savez, Monsieur le Président de la République, en reconnaissant vous-même que les fonctionnaires seraient les grands perdant-e-s de cette réforme, en particulier les enseignant-e-s qui ne bénéficient pas de primes. Cela vous a conduit à annoncer le 25 avril dernier une revalorisation des rémunérations des enseignant-e-s et l'ouverture de discussions dans tous les secteurs de la Fonction publique.

Mais à ce jour, aucune proposition ni aucune mesure ne sont mises sur la table empêchant par là même de réelles discussions. Rien sur la revalorisation ni sur les problématiques générales soulevées par la FSU dans les concertations sur le projet de réforme (âges de départ, droits non contributifs, droits nouveaux, etc.).

Cette situation de blocage amène la FSU à appeler toutes et tous les agent-e-s à se mobiliser le 5 décembre prochain pour se faire mieux entendre.

La FSU vous demande, Monsieur le Président de la République, l'ouverture de réelles négociations permettant une remise à plat de votre projet.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de mes salutations respectueuses.

**Bernadette Groison**  
**Secrétaire Générale**